

L'UDPS aussi a ses frondeurs, qui "renversent" Tshisekedi

Congo-Kinshasa Un conclave à Bruxelles constate le bilan "totalement négatif" du parti.

La majorité présidentielle n'est pas la seule formation, au Congo, à pâtir de soubresauts dus à l'autoritarisme erratique de la direction. L'UDPS a, elle aussi, ses frondeurs: ils se sont réunis le week-end dernier à Bruxelles pour "mettre en place un nouveau leadership du parti".

"Le rôle nocif de la famille Tshisekedi"

Pour les frondeurs, l'UDPS "traverse l'une des pires crises de son histoire". Celle-ci est due à divers éléments, parmi lesquels le rapport final du conclave relève: "Le bilan politique totalement négatif" d'un parti qui, en 33 ans, "n'a pas su réaliser [...] la conquête, l'exercice et la conservation du pouvoir"; l'effacement "illégal" (sans que le congrès de l'UDPS se prononce) de cet objectif des statuts du parti (art. 10); "l'inaccessibilité et l'absence prolongée du président du parti"; "le rôle nocif joué par la famille biologique d'E. Tshisekedi [...] considérant l'UDPS comme étant une propriété privée"; "l'opacité dans la gestion financière"; "la carence managériale de la présidence du parti"; "la mauvaise gestion des ressources humaines et des talents"; "le manque de vision et de pragmatisme", etc.

"A situation particulière et exceptionnelle, solutions particulières et exceptionnelles", plaide le conclave, qui a désigné "un leadership intérimaire" pour les "deux mois qui nous séparent de la tenue irrécusable d'un congrès extraordinaire" de l'UDPS, en "novembre 2015" à Kinshasa. Les conclavistes ont voté à l'unanimité pour André Kalonzo Ilunga, un des initiateurs du

"La carence managériale de la présidence".

CONCLAVE DE BRUXELLES

Treize raisons de la crise de l'UDPS ont été dénoncées par les participants.

conclave. M. Kalonzo est un des cofondateurs de l'UDPS, représentant honoraire à l'Onu et ancien secrétaire du parti chargé de mission au Katanga.

M. Kalonzo devra "veiller au respect strict des statuts du parti", séparer le parti des familles biologiques de ses membres; "récupérer les députés de l'UDPS qui le souhaitent", soit tous ceux qui en ont été exclus par un ukase de la direction aujourd'hui reniée; "accélérer le processus de réunification et de refondation de la grande famille politique de l'UDPS"; obtenir la libération des prisonniers politiques au Congo et expliquer les décisions du conclave de Bruxelles.

L'extravagant D^r Tshipamba candidat

Les conclavistes ont également désigné "de manière consensuelle" comme "candidat à la candidature" de l'UDPS pour la présidentielle de 2016, le D^r François Tshipamba Mpuila. Y aura-t-il donc des primaires à l'UDPS? "Il en faudra", nous a répondu un des conclavistes. "Si ce n'est pas prévu par les statuts, ce n'est pas non plus interdit."

M. Tshipamba est bien connu en Belgique, notamment pour être, à l'instar d'Etienne Tshisekedi, de piètre santé et peu ouvert. Défenseur de la "congolité", M. Tshipamba ne soutient pas le pacifisme officiel de l'UDPS: il est partisan de l'usage de la violence pour conquérir le pouvoir – mais sans en assumer la responsabilité. Ainsi, alors qu'une manifestation à Bruxelles de l'UDPS n'était pas autorisée (sept. 2007), il l'avait maintenue, ajoutant: "Si la police belge vient provoquer les manifestants, ce sont les gouvernants belges qui seront les seuls responsables des conséquences".

Maniant volontiers l'insulte et l'outrance dans ses écrits, le D^r Tshipamba avait été condamné, en septembre 2006, par le tribunal des référés de Nivelles, à cesser de publier des écrits mettant

en cause l'honneur et la réputation de Louis Michel – alors commissaire

européen chargé du Développement – sous peine d'une astreinte de 2 500 euros.

Cela n'avait pas calmé l'exaltation du D^r Tshipamba contre ceux qui désobéissaient à Tshisekedi, qu'il révérait à l'époque: ceux qui, les premiers, en 2009, s'étaient inquiétés de la dérive de l'UDPS étaient ainsi une "bande de traîtres" organisant des "messes noires".

Marie-France Cros

Epingle

La chasse aux frondeurs continue

Ulcéré par la fronde de sept partis membres de la majorité présidentielle, qui avaient demandé au président Kabila de respecter la Constitution, le pouvoir a choisi l'intimidation.

Des groupes de militaires

avaient été envoyés, à la fin de la semaine dernière, aux domiciles des sept chefs de parti, pour y arrêter les gardes du corps de ces derniers. La radio privée de l'un d'eux, Christophe Lutundula, à Katoko Kombe (Kasaï oriental) avait été saisie.

Dimanche, quelque 200

policiers ont été envoyés encercler l'église catholique de la Kenya – quartier populaire de Lubumbashi – où Gabriel Kyungu, président sortant de l'assemblée provinciale du Katanga, assistait à la messe. Les policiers étaient armés de matraques et de boucliers, de kalachnikovs et, pour certains, de lance-roquettes, tandis qu'une mitrailleuse lourde, montée sur une jeep, complétait ce dispositif. "Je ne peux pas accepter d'être intimidé tout simplement parce que je prêche le respect de la Constitution", s'est indigné M. Kyungu. (Avec AFP)